



**PRÉFET
DES DEUX-SÈVRES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité bi-départementale
de la Charente-Maritime et des Deux-Sèvres

Niort, le 30 janvier 2026

ZI de Saint Liguair
4, rue Alfred Nobel
79000 NIORT

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/12/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SYNERIAL

LIEU DIT LA RIVIERE
79100 Pas-De-Jeu

Références : 0007202044/2026/33
Code AIOT : 0007202044

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/12/2025 dans l'établissement SYNERIAL implanté LIEU DIT LA RIVIERE 79100 Pas-de-Jeu. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SYNERIAL
- LIEU DIT LA RIVIERE 79100 Pas-de-Jeu
- Code AIOT : 0007202044

- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SYNERIAL, qui fait partie du groupe ALICOOP, exploite régulièrement une usine de fabrication d'aliments pour animaux. Les activités sont réglementées par l'arrêté préfectoral n° 3225 du 4 août 1999, au regard de la rubrique 2260-1a relative aux activités de travail mécanique de broyage, concassage, criblage [...] de substances végétales, pour une puissance des machines de 1200 kW. Le site a été racheté en 2012 à la société SAF CAB.

L'usine est la seule du groupe à être agréée pour l'alimentation animale des chevaux. La capacité de production a fortement diminué ces dernières années et le site est désormais géré par deux à trois salariés.

Pour mémoire, le site n'est pas classé IED au titre de la rubrique 3642 relative au traitement et à la transformation des matières premières en vue de la fabrication de produits alimentaires ou d'aliments pour animaux.

Il se situe en bordure de la rivière de la Dive en milieu de campagne. Une partie du site composée d'anciens moulins a été construite sur l'ancien lit de la rivière.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Conformité au dossier déposé	Arrêté Préfectoral du 04/08/1999, article 2.1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
2	Matériel de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 04/08/1999, article 8.12	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	9 mois
3	Bassin de confinement	Arrêté Préfectoral du 04/08/1999, article 5.4.4	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
4	Stockage des déchets	Arrêté Préfectoral du 04/08/1999, article 6.2	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	15 jours
5	Règles générales - Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 04/08/1999, article 5.4.1	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
6	Foudre	Arrêté Préfectoral du 04/08/1999, article 8.8	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	9 mois
7	Surveillance des installations	Arrêté Préfectoral du 04/08/1999, article 10.6	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'objectif principal de la visite était de faire le point sur l'instruction de l'étude de dangers.

La réalisation d'une étude de dangers actualisée est imposée par l'article 2 de l'arrêté ministériel du 18 février 2010 relatif à la prévention des risques accidentels pour les ICPE soumises à autorisation sous la rubrique 2260 et sa réalisation a été rappelée lors des visites d'inspection du 16 mars 2016 et du 24 mai 2023 ainsi que par arrêté préfectoral du 21 juillet 2023 de mise en demeure de transmettre alors l'étude de dangers sous 4 mois.

Pour lever la mise en demeure, l'étude de dangers a été transmise par courriel du 21 novembre 2023.

Pour finaliser son instruction, cette étude a fait l'objet d'une demande de compléments par courrier de la préfecture du 31 mai 2024.

L'exploitant a transmis le 25 septembre 2024, la version modificative de l'étude de dangers.

Dans ce courrier, l'exploitant précisait un projet d'évolution du site avec soit un arrêt total des activités, soit une reconversion du site pour transformer l'usine en industrie agroalimentaire pour l'alimentation humaine. Aussi, conformément à la demande de l'exploitant, il avait été convenu d'attendre la position définitive avant de finaliser l'instruction de l'étude de dangers.

Depuis, il a précisé que le site continuerait *in fine* de produire de l'alimentation animale conformément à son autorisation environnementale.

L'exploitant a été invité à transmettre l'étude de dangers complétée dans un délai de 3 mois selon les constats évoqués ci-dessous.

A l'issue de l'instruction de l'étude de dangers, l'inspection proposera à Monsieur le Préfet une évolution des prescriptions techniques incluant notamment la mise en place d'une réserve d'eau d'un volume de 180 m³ sur site.

L'exploitant doit également transmettre à l'inspection l'étude technique foudre actualisée, le plan d'actions ainsi que la prochaine vérification complète des installations. **Dans l'hypothèse où les actions correctives n'auraient pas été réalisées et justifiées dans le délai imparti, une mise en demeure pourra être proposée à l'autorité préfectorale.**

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conformité au dossier déposé

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/08/1999, article 2.1
Thème(s) : Situation administrative, Périmètre d'exploitation
Prescription contrôlée : Les installations sont implantées, aménagées et exploitées conformément aux dispositions décrites dans le dossier de demande et dans les compléments fournis au cours de l'instruction, lesquelles seront si nécessaire adaptées de telle qu'il soit satisfait aux prescriptions énoncées ci-après.

Constats :

La mise en demeure du 21 juillet 2023 a été levée par la transmission de l'étude de dangers en date du 21 novembre 2023.

Au sein de l'étude de dangers, l'exploitant n'a pas pris en compte le bâtiment logistique présent au sud du site, car il précise que ce bâtiment est propriété de la société OCEALIA (qui est l'actionnaire de la société SYNERIAL).

Dans la demande de compléments transmise par la préfecture le 31 mai 2024, il avait été demandé à l'exploitant de prendre en compte la présence de ce bâtiment riverain et d'y décrire les activités exploitées considérant que ce bâtiment est dans la zone des effets de surpression de 20 mbar du scénario d'explosion (EXP-4) des cellules de stockage S26 et S27.

Lors de la visite, il a été constaté que ce bâtiment est dans le périmètre des clôtures du site SYNERIAL et qu'il est utilisé pour du stockage, en faible quantité, par la société SYNERIAL. De plus, au sud du bâtiment, se trouve le réservoir fixe de gaz utilisé par SYNERIAL et qui ne fait pas partie du périmètre de l'étude de dangers, bien que cette installation soit soumise régulièrement à déclaration au titre de la rubrique 4718.

Avant l'acquisition du site par le groupe ALICOOP, le périmètre d'exploitation défini dans le dossier de demande d'autorisation de l'ex-société SAFCAB comprenait bien ce bâtiment d'exploitation ainsi que la citerne de gaz dans le périmètre ICPE.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant complète son étude de dangers pour intégrer le bâtiment ainsi que la citerne de gaz qui font partie intégrante du périmètre ICPE. Il actualise notamment la liste des parcelles du périmètre d'exploitation et il met à jour les cartographies du site.

Il précise si le classement de son site au titre de la nomenclature des installations classées évolue au regard des produits présents dans le bâtiment. Pour mémoire, l'exploitant a précisé dans son étude de dangers que le site est non classé au titre des rubriques 4xxx de la nomenclature.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Matériel de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/08/1999, article 8.12

Thème(s) : Risques accidentels, Matériel de lutte contre l'incendie

Prescription contrôlée :

L'établissement doit être doté de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :

- une réserve d'eau publique ou privée capable de fournir le débit nécessaire à l'alimentation, à raison de 60 m³/h chacun des poteaux ou bouches d'incendie.

[...]

Constats :

Dans le cadre de la réalisation de l'étude de dangers, l'exploitant a transmis les résultats de calcul du besoin en eau d'extinction réalisé selon la méthode D9, qui détermine un besoin de 90 m³/h, soit un volume nécessaire de 180 m³.

Lors des précédentes visites d'inspection (2016 et 2023), l'exploitant a précisé que le SDIS pouvait utiliser l'eau de la rivière de la Dive, grâce à la présence d'un ouvrage hydraulique situé sur un bras du cours d'eau, en limite de propriété. L'exploitant avait été invité à rencontrer le SDIS afin d'échanger sur la réelle possibilité de pomper l'eau de la rivière, notamment en termes d'accessibilité (un rendez-vous prévu en novembre 2024 n'a pas pu être réalisé).

Il a été constaté que la limite d'exploitation avec la Dive est constituée d'une clôture grillagée de 2 mètres de hauteur avec un accès direct à l'ouvrage hydraulique par un portillon cadenassé. Le site ne dispose pas à ce jour de deux aires d'aspiration aménagées conformément aux dispositions du règlement départemental de défense extérieure contre l'incendie (RDDECI) fixées par le SDIS 79. Il est également à préciser que l'exploitant ne justifie pas du volume d'eau disponible en amont de l'ouvrage hydraulique notamment en période d'étiage.

La Dive est un cours d'eau régulièrement soumis à des alertes de restriction des usages de l'eau. Les prescriptions applicables en période de crise sont précisées par l'arrêté interdépartemental n° 2025_DDT_122 du 24 juillet 2025 portant modification de l'arrêté cadre interdépartemental n° 2024_DDT_267 du 8 juillet 2024 et définissant les zones d'alerte et les mesures de restriction ou de suspension provisoires des usages de l'eau pour le bassin versant hydrogéologique de la Dive du Nord situé dans les départements de la Vienne, des Deux-Sèvres et de Maine-et-Loire.

La direction départementale des territoires (DDT) des Deux-Sèvres a précisé que, pour le site exploité par SYNERIAL, les seuils de gestion d'alerte et de crise à prendre en compte sont ceux de la station hydrométrique de Pouançay, située en aval hydraulique.

Il est précisé que les débits de crise en période estivale de premier niveau (DCR1) et de second niveau pour le point nodal de Montreuil-Belay (DCR2) sont respectivement de 0,45 m³/s et 0,2 m³/s avec, pour dispositions réglementaires, l'interdiction des prélèvements sur cours d'eau, à l'exception de ceux répondant aux exigences de la santé, de la salubrité publique, de la sécurité civile et de l'alimentation en eau potable de la population, et sauf dérogation exceptionnelle pour les autres usages.

La DDT a précisé que, dans les données les plus récentes, pour l'année 2025, le niveau de vigilance a été atteint le 23 juin avec un passage au seuil d'alerte le 14 août, et pour l'année 2022, le seuil de crise a été atteint dès le 17 juin avec un débit de cours d'eau de 0,12 m³/s jusqu'en septembre.

Il convient également de préciser que le site se situe dans le périmètre de protection rapprochée du captage d'alimentation en eau potable des Grands Champs.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Considérant que l'exploitant n'est pas en mesure de garantir un besoin en eau d'extinction incendie en période de crise, l'inspection proposera à Monsieur le Préfet de prescrire la mise en place d'une réserve d'eau d'un volume de 180 m³ sur site permettant de garantir en permanence l'intervention des services d'incendie et de secours, à l'issue de l'instruction de l'étude de dangers.

L'exploitant est invité à anticiper d'ores et déjà la mise en place de cette réserve.
L'exploitant met en œuvre les moyens nécessaires sur site conformément au RDDECI.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 9 mois

N° 3 : Bassin de confinement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/08/1999, article 5.4.4
Thème(s) : Risques accidentels, Rétention des eaux d'extinction
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie est recueilli dans un bassin de confinement situé en dehors du périmètre de protection rapproché du captage d'eau potable. Ce bassin est constitué des fosses étanches de l'usine et du réseau "eaux pluviales", sur lequel un dispositif obturateur à commande manuelle a été installé.</p>
<p>Constats :</p> <p>Dans son dossier, l'exploitant a transmis le besoin en eau d'extinction incendie qui a été calculé par la méthode D9 pour un volume de 180 m³ mais il n'a pas défini le besoin en confinement qui doit être calculé par la méthode D9A.</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant a précisé qu'il existait 4 fosses sur le site pour un volume total de rétention de 638 m³ permettant de répondre au besoin de confinement des eaux d'extinction évoqué au point précédent et que l'ensemble des eaux d'extinction seraient directement transférées dans ces fosses.</p> <p>Il a également été évoqué des problématiques anciennes d'infiltrations d'eau dans les fosses qui avaient été réglées par la réalisation de travaux d'étanchéité.</p> <p>Il a été constaté la présence du dispositif d'obturation à commande manuelle présent sur le bac de récupération du réseau d'eaux pluviales.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant complète son étude de dangers par la détermination du volume d'eau à confiner conformément à la méthode de calcul D9A.</p> <p>Il justifie, au regard des profils de pentes, que l'ensemble des eaux d'extinction seront bien dirigées vers les fosses. A défaut, il propose un plan d'actions adéquat permettant de garantir le confinement des eaux d'extinction sur le site.</p> <p>Considérant que le site est situé dans le périmètre de protection du captage d'eau potable, il s'assure régulièrement que l'étanchéité des fosses est toujours effective afin d'éviter tout risque de pollution vers la nappe phréatique.</p>

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Stockage des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/08/1999, article 6.2
Thème(s) : Risques chroniques, Stockage des déchets
Prescription contrôlée : Les conditions de stockage des déchets et résidus produits par l'établissement, avant leur élimination, doivent permettre de limiter les risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement. Les stockages temporaires, avant élimination des déchets spéciaux, doivent être réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et si possible protégés des eaux météoriques.
Constats : Il a été constaté la présence de plusieurs cubitainers d'1 m ³ en extérieur sans rétention contenant pour certains des déchets liquides. La zone de stockage comprend notamment une bouche de canalisation des eaux pluviales.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant déplace son stockage des déchets dans une zone conforme aux prescriptions définies ci-dessus et en informe l'inspection. Il procède à l'élimination régulière des déchets présents sur le site.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 jours

N° 5 : Règles générales - Prévention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/08/1999, article 5.4.1
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions accidentelles
Prescription contrôlée : L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et la construction des installations pour limiter les risques de pollution accidentelle des eaux ou des sols.
Constats : Lors de la visite, il a été constaté les éléments suivants sur le réseau de collecte des eaux pluviales : <ul style="list-style-type: none"> le dispositif d'obturation du bassin de décantation des eaux pluviales était en position

<p>fermée et le bac était presque plein. L'exploitant a précisé qu'il n'était ouvert que ponctuellement afin de limiter le risque de pollution notamment en période estivale ;</p> <ul style="list-style-type: none"> • les eaux du bassin de décantation émettent une odeur désagréable ; • la bouche du réseau d'eaux pluviales située dans la zone où sont entreposés les cubitainers (cf. constat précédent) présente un amas de matières sèches à l'intérieur ainsi qu'un tas situé à proximité qui a été retiré de la bouche. La plaque du regard n'est pas présente. Une odeur désagréable est également perçue à ce point. <p>Il a également été constaté l'absence de réalisation des analyses annuelles des eaux pluviales en sortie du déboureur dont les paramètres d'analyses sont définis à l'annexe 2 de l'arrêté préfectoral.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant procède à un curage du réseau d'eaux pluviales. Il met en place une signalisation du système d'obturation avec la procédure à suivre en cas de crise. Il transmet les justificatifs à l'inspection. L'exploitant réalise les analyses des eaux pluviales et en transmet les résultats à l'inspection accompagnés le cas échéant des justificatifs des mesures correctives mise en œuvre.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 6 : Foudre

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/08/1999, article 8.8</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Prévention du risque foudre</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'ensemble de l'établissement est protégé contre la foudre dans les conditions conformes aux normes applicables en la matière.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite d'inspection du 16 mars 2016, il avait été demandé à l'exploitant de justifier que les travaux de protection contre la foudre ont été réalisés conformément à l'étude technique foudre (ETF) réalisée et de transmettre l'étude à l'inspection.</p> <p>Dans le cadre de l'instruction de l'étude de dangers, il a été demandé à l'exploitant de justifier la réalisation des travaux et de joindre en annexe la dernière vérification complète effectuée par un organisme compétent.</p> <p>Dans son courrier du 25 septembre 2024 relatif à la transmission de l'étude de dangers complétée, l'exploitant a précisé que, selon le personnel en place, les travaux ont bien été réalisés néanmoins il ne trouve pas trace des éléments ainsi que des contrôles adéquats. Il précise que l'Analyse du</p>

<p>Risque Foudre (ARF) datant du 12/07/2011, il s'engage à refaire une étude complète dans les 12 mois qui suivront l'acte de décision de reconversion du site.</p> <p>À ce jour, l'étude technique foudre ainsi que les vérifications périodiques n'ont pas été réalisées.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant mandate un organisme compétent pour réaliser l'étude technique foudre.</p> <p>Il met en œuvre les actions prévues et fait réaliser une vérification complète des installations.</p> <p>Il transmet à l'inspection l'étude technique foudre actualisée, le plan d'actions ainsi que la prochaine vérification complète des installations.</p> <p>Dans l'hypothèse où les actions correctives n'auraient pas été réalisées et justifiées dans le délai imparti, une mise en demeure pourra être proposée à l'autorité préfectorale.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 9 mois</p>

N° 7 : Surveillance des installations

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/08/1999, article 10.6</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Surveillance</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitation doit se faire sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés dans l'établissement.</p>
<p>Constats :</p> <p>Suite à la diminution de l'activité, le site fonctionne désormais avec 2 à 3 salariés présents. L'exploitant a précisé que le site est surveillé par un responsable de site nommément désigné et présent le jour de la visite. En cas d'absence du responsable (congé ou maladie par exemple), l'exploitant précise faire intervenir une autre personne responsable sur site.</p> <p>La fiche de poste de responsable de site a été présentée.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Néant</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suites</p>